

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
7e séance
tenue le
vendredi 15 octobre 1999
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 7e SÉANCE

Présidente : Mme WENSLEY (Australie)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS,
ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION

POINT 129 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DE VÉRIFICATION DES
NATIONS UNIES EN ANGOLA ET DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN
ANGOLA (suite)

POINT 151 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU
FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

POINT 119 DE L'ORDRE DU JOUR : BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

Compte pour le développement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/54/SR.7
2 février 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

00-28501 (F)

/...

La séance est ouverte à 15 h 10.

ORGANISATION DES TRAVAUX (A/C.5/54/1/Add.1)

1. La PRÉSIDENTE appelle l'attention sur une lettre (A/C.5/54/1/Add.1) que le Président de l'Assemblée générale lui a adressée pour l'informer que l'Assemblée générale avait décidé de renvoyer à la Commission une question subsidiaire additionnelle intitulée "Reclassement de l'Afrique du Sud dans le Groupe des États Membres visés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale", au titre du point 151 de l'ordre du jour intitulé "Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies".

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS, ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (A/C.5/54/L.9)

Projet de résolution A/C.5/54/L.9

2. Mme CARDOZE (Panama) présente le projet de résolution A/C.5/54/L.9, dont elle espère qu'il sera adopté par consensus.

3. Le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/54/L.9 est adopté.

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (A/C.5/54/L.5)

Projet de résolution A/C.5/54/L.5

4. M. SIAL (Pakistan) invite la Commission à adopter sans le mettre aux voix le projet de résolution A/C.5/54/L.5, présenté par la Présidente.

5. Le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/54/L.5 est adopté.

POINT 129 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DE VÉRIFICATION DES NATIONS UNIES EN ANGOLA ET DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN ANGOLA (suite) (A/C.5/54/L.10)

6. Mme CARDOZE (Panama) présente le projet de résolution A/C.5/54/L.10 et recommande à la Commission de l'adopter par consensus.

7. Le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/54/L.10 est adopté.

POINT 151 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (A/C.5/54/L.6)

Projet de résolution A/C.5/54/L.6

8. M. CROM (Pays-Bas) présente, au nom de la Présidente, le projet de résolution A/C.5/54/L.6 et invite la Commission à l'adopter par consensus.

9. Le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/54/L.6 est adopté.

/...

10. M. SIAL (Pakistan), expliquant sa position, rend hommage au Groupe de travail de la phase IV sur le calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel des contingents, et se félicite que ses recommandations aient été approuvées par la Commission. La décision aurait pu être prise dès la cinquante-troisième session n'était la controverse suscitée par le fait que le Secrétariat n'avait pas appliqué les dispositions des résolutions 49/233 A et 50/222. Les modifications de fond qu'il avait proposé d'apporter aux recommandations des Groupes de travail des phases II et III ont donné lieu à de laborieuses négociations. De son côté, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a fait des recommandations qui supposaient de modifier sensiblement les propositions des Groupes de travail, alors qu'il devait se limiter à formuler des observations sur leurs aspects administratifs et budgétaires. La Commission a donc eu raison de ne pas les approuver.

11. Il faut espérer que le Secrétariat présentera à l'Assemblée générale le rapport du Groupe de travail de la phase V en se conformant aux résolutions pertinentes et qu'à l'avenir le Comité consultatif respectera les dispositions de l'article 157 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

12. Mme MERCHANT (Norvège) considère que le projet de résolution adopté reflète fidèlement les conclusions du Groupe de travail de la phase IV. L'examen par le Groupe de travail de la phase V des rapports des Groupes de travail des phases II et III ayant pris un léger retard, il est essentiel que tous les États Membres, y compris ceux qui n'ont pas fourni de contingents, communiquent au Groupe les informations dont il a besoin. La Norvège est convaincue que les nouvelles méthodes de calcul entraîneront un allègement sensible des tâches d'ordre logistique et financier incombant aux pays qui fournissent des contingents et du matériel aux missions de maintien de la paix.

POINT 119 DE L'ORDRE DU JOUR : BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

Compte pour le développement (A/C.5/54/L.7)

13. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda), qui a coordonné les consultations officieuses, regrette qu'en dépit de l'esprit d'ouverture dont ont fait preuve maintes délégations, il ne lui ait pas été possible d'élaborer un texte qui rencontre l'agrément de tous les États Membres. Dans sa décision 53/476, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen des modalités de fonctionnement du Compte pour le développement à la partie principale de sa cinquante-quatrième session, en vue de l'achever avant d'examiner le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001. On a ultérieurement choisi le 15 octobre comme date butoir. Cependant, plutôt que d'agir à la hâte, la Commission doit poursuivre les négociations dans l'esprit de compromis et d'ouverture qui caractérise ses travaux. Convaincu qu'un délai supplémentaire permettra d'adopter un projet de résolution par consensus, l'intervenant invite la Commission à reporter sa décision.

Projet de résolution A/C.5/54/L.7

14. M. BARNWELL (Guyana), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que, compte tenu de la date butoir fixée par l'Assemblée générale et de la déclaration en date du 24 septembre 1999 dans laquelle les Ministres des affaires étrangères du Groupe ont souligné que les négociations portant sur les

/...

modalités de fonctionnement du Compte devaient être menées à bon terme dans les meilleurs délais, il souhaite présenter le projet de résolution A/C.5/54/L.7 intitulé "Compte pour le développement". Il signale deux modifications rédactionnelles consistant, dans la version anglaise du paragraphe 2, à remplacer le terme "any" par "the" à la première ligne et le terme "that" par "this" à la dernière ligne.

15. La PRÉSIDENTE propose que la Commission reporte sa décision. En effet, plusieurs délégations lui ont fait savoir qu'elles souhaitaient poursuivre les négociations en vue de parvenir à un consensus.

16. Mme BUERGO RODRÍGUEZ (Cuba) estime qu'avant de se prononcer, la Commission doit examiner toutes les options. L'intervenante souhaite connaître la position des délégations auxquelles le projet de résolution pose des difficultés. La Commission doit notamment définir le cadre dans lequel il lui sera le plus facile de parvenir à un consensus. On sait quelles sont les délégations concernées. Celles-ci devraient présenter à la Commission de nouvelles propositions qui pourraient guider la suite des négociations. Il ne faut pas oublier que l'Assemblée générale a expressément limité le temps imparti pour l'examen de la question, qui aurait dû être réglée lors de la cinquante-troisième session.

17. Mme INCERA (Costa Rica) considère, comme la représentante de Cuba, que la Commission doit définir la marche à suivre et fixer une date limite pour l'adoption d'une décision.

18. M. MOKTEFI (Algérie) dit que sa délégation souhaite voir appliquée la réforme que constitue la création du Compte pour le développement. Elle est donc prête à participer à des consultations afin de trouver un accord aussi large que possible qui assure la viabilité de ce mécanisme. L'emploi du temps de la Commission étant très chargé, M. Moktefi propose de fixer une nouvelle date limite pour la conclusion des négociations.

19. M. SAREVA (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, constate que la Commission a besoin d'un délai pour se mettre d'accord. Lors des consultations officielles, l'Union européenne a déjà indiqué qu'elle voulait faciliter autant que possible la recherche d'une solution acceptable par toutes les délégations. L'intervenant exhorte toutes celles dont la position est la plus affirmée à faire preuve d'ouverture et de sens du compromis.

20. M. YUSSUF (République-Unie de Tanzanie) regrette que la Commission n'ait pu parvenir à un consensus sur une question aussi importante que la création du Compte pour le développement, à laquelle sa délégation est pleinement favorable. Il espère que la Commission pourra adopter une résolution à ce sujet sans tarder et appuie la proposition du représentant de l'Ouganda tendant à poursuivre les consultations, sachant que toutes les délégations ont intérêt à ce que la Commission se prononce par consensus. Il estime, comme le représentant de l'Algérie, que la Commission doit se fixer une nouvelle date limite et invite toutes les délégations à envisager de manière constructive les incidences du projet de résolution.

21. M. BARNWELL (Guyana), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, propose de suspendre la séance pour tenir des consultations sur le projet de résolution.

La séance est suspendue à 16 heures; elle est reprise à 17 h 25.

22. M. BARNWELL (Guyana), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que ceux-ci regrettent vivement que la Commission n'ait pu parvenir à un accord sur le projet de résolution A/C.5/54/L.7, malgré la bonne volonté dont ils ont fait preuve au cours des négociations. Néanmoins, dans un esprit de compromis, ils sont prêts à accepter que celles-ci se poursuivent, sous réserve qu'une décision soit prise en séance plénière le 20 octobre au plus tard.

23. M. SAREVA (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, rend hommage au représentant du Groupe des 77 et de la Chine pour son attitude conciliante, mais, tout en étant conscient de l'urgence qu'il y a à parvenir à un accord, estime que la Commission doit se donner le temps de trouver une solution qui satisfasse toutes les parties. À son avis, c'est le coordonnateur qui devrait juger du délai nécessaire pour mener les consultations à bon terme.

24. La PRÉSIDENTE constate une légère divergence de vues entre le représentant du Groupe des 77 et de la Chine et celui de l'Union européenne quant à la fixation d'un délai. Dans la mesure où le coordonnateur fait partie du Groupe des 77, c'est peut-être le placer dans une position difficile que de le charger de statuer sur la durée des négociations. Sachant combien la question est importante pour un grand nombre de délégations, la Présidente propose que le Bureau se réunisse à l'issue de la séance pour décider de la meilleure manière de procéder.

25. Mme BUERGO RODRÍGUEZ (Cuba) note avec regret que la Commission se trouve dans une impasse alors qu'elle a travaillé jusque-là dans un climat constructif. La question du Compte pour le développement est très importante pour beaucoup de pays et la Commission doit assumer pleinement ses responsabilités en se prononçant sur le projet de résolution avant la fin de la séance.

26. Mme INCERA (Costa Rica) estime que c'est à la Commission qu'il appartient de décider en séance plénière de la marche à suivre, et non pas au Bureau.

27. M. MOKTEFI note que la Commission a démarré ses travaux dans un esprit constructif; il compte donc bien qu'elle saura trouver un compromis au sujet du Compte pour le développement. Toutefois, en ce qui concerne la procédure, il est nécessaire de fixer un nouveau délai pour l'adoption du projet de résolution puisqu'un accord n'a pu se faire pendant la séance en cours.

28. M. ORR (Canada) dit que les membres du Bureau ont été élus par les membres de la Commission et, partant, sont habilités à faire des suggestions concernant la marche à suivre.

La séance est suspendue à 17 h 50; elle est reprise à 18 h 45.

29. La PRÉSIDENTE annonce que le Bureau a modifié le programme de travail de la Commission pour la semaine du 18 au 22 octobre afin de ménager le temps nécessaire aux consultations relatives au Compte pour le développement. Elle

/...

espère que la Commission pourra prendre une décision au sujet du projet de résolution lors de sa séance officielle du 20 octobre.

La séance est levée à 18 h 55.
